Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1124

Artikel: Reprise économique : questions aux prévisionnistes
Autor: Gavillet, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1011530

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DOSSIER DE L'ÉDITO: AVIONS DE COMBAT

Une question à tiroirs

Un dossier-débat sur l'achat des F/A-18, récemment publié aux Editions Georg, présente un éclairage multiple sur la question, qui permet de sortir des camps retranchés de ses partisans et adversaires.

(*jd*) On peut décliner le moratoire sur l'arme aérienne à la manière de la fameuse tirade de Cyrano et répondre à nombre d'arguments des partisans comme des adversaires du F/A-18: *«C'est un peu court jeune homme !»* Mettre en exergue le coût élevé de l'opération et le comparer au déficit de l'assurance-chômage en1993 relève de la pure démagogie; la facture de 3,5 milliards, certes élevée, serait payée sur plusieurs années, et équilibrer la caisse de l'assurance-chômage pour l'année en cours ne résoudrait en rien le financement à terme de cette institution. Justifier l'acquisition par les nouveaux développements internationaux relève du même manque de sérieux quand on sait qu'elle a été conçue dans un tout autre contexte, celui de la guerre froide et de la politique des blocs.

Arguments

Aussi la publication récente d'un dossier sur la question vient-elle à point nommé. L'ouvrage réunit une bonne douzaine de contributions d'auteurs de formations et de points de vue différents; il permet de situer le débat dans toutes ses dimensions et de confronter les arguments. Rapide survol.

On peut suivre le constat du commandant de corps Carrel: l'aviation militaire est techniquement dépassée et les modifications de l'environnement stratégique ne justifient pas l'optimisme béat de certains quant à l'établissement d'une paix ou d'une stabilité durable sur le continent. Mais lorsqu'il en déduit la nécessité d'acquérir le nouvel avion, l'officier général se voit aussitôt contré par les ingénieurs Georges Bridel et Eric Muller: il est douteux qu'un petit pays puisse aujourd'hui assurer seul sa défense aérienne; le coût en est prohibitif et l'efficacité incertaine, par manque de détection avancée.

Le relais est pris par Philippe Braillard. Le Conseil fédéral, affirme-t-il, est un mauvais pilote qui occulte la perte de substance de la neutralité. Inutile de continuer à prétendre vouloir nous défendre seul dans le contexte européen; le scénario n'est pas crédible. Seule une coopération européenne, et notamment en matière aérienne, est à même de répondre à notre problème de sécurité. Avant d'acquérir un avion, c'est donc d'une politique cohérente dont nous avons besoin.

L'Europe certes, admet Carrel, mais le cas échéant pouvons-nous nous présenter les mains vides ? Et d'ailleurs, surenchérissent les stratèges Kurt Spillmann et Dominique Wisler, on ne voit pas encore poindre les prémisses sérieuses d'une politique européenne de défense, ni dans le court ni dans le moyen terme.

René Longet et d'autres sont préoccupés par les nouvelles menaces —inégalité de développement, atteintes graves à l'environnement, tensions sociales dans les pays riches — que ne pourront contenir les escadrilles les plus performantes. Sans remettre en cause la nécessité d'une défense militaire, ils doutent que la priorité actuelle réside dans un investissement de cette importance et penchent plutôt pour une réduction générale des dépenses d'armement et une action concertée, propre à désamorcer les causes des conflits.

Solidarités à construire

En résumé et c'est la conclusion que nous tirons de la confrontation des arguments, le légitime besoin de sécurité des Etats ne peut plus se contenter aujourd'hui du seul bouclier armé. Si ce dernier restera encore longtemps indispensable, la solution des conflits qui menacent l'humanité passe par une coopération régionale accrue et des solidarités à construire en matière économique, sociale et écologique. Pour la Suisse, la priorité réside dans la redéfinition de sa place dans l'ensemble européen et le réexamen courageux de son statut de neutralité. Or la marche forcée pour l'acquisition du F/A-18 apparaît comme la confirmation du choix de la voie solitaire, une voie qui n'offre qu'une illusoire sécurité. ■

F/A-18. Le vrai débat, Editions Georg, Genève.

---

suite de l'édito

Ce piège, citoyennes et citoyens qui doutent de l'opportunité d'un tel achat sans partager pour autant les vues fondamentalistes du GSSA, peuvent l'éviter. L'initiative populaire est une arme qui n'appartient pas qu'à ses auteurs. Alors saisissons-la pour exprimer notre opposition, notre doute à l'égard de cette dépense et pour exiger un débat qui respecte la simple logique. Et d'abord la question de la sécurité de la Suisse dans le nouveau contexte géopolitique du continent, celle de sa sécurité aérienne dans le cadre européen. Seule une réponse préalable à ces questions peut fonder une politique de sécurité digne de ce nom. Ensuite nous pourrons débattre des moyens.

JD

REPRISE ÉCONOMIQUE

Questions aux prévisionnistes

(*ag*) La prévision économique est comme la météorologie. Elle applique un modèle rigoureux d'interférences à des paramètres qu'elle ne maîtrise pas tous. L'exactitude des calculs se marie à l'imprévisibilité.

Ainsi le dernier cahier de Créa, d'avril 1993, *Analyses et prévisions 1992-1995* (on remarquera au passage que la prévision n'est plus annuelle, mais de moyen terme), commente longuement la situation mondiale, continent par continent et souvent pays par pays. La Suisse n'est pas une île. Ses exportations baignent dans les flux du commerce mondial.

S'adapter

Mais au-delà de l'évidence de cette intégration, il y a l'idée qu'un petit pays s'adapte plus facilement à la diversité des évolutions nationales ou continentales. La croissance de l'Extrême-Orient, la consolidation de l'Amérique latine (Brésil excepté) bénéficieraient plus dans cette hypothèse à la Suisse qu'à une puissance moyenne comme la France. Ce serait une question de proportion. Si la Suisse gagne 1 sur les marchés et la

DEUX VITESSES

La récesscroissance ou la pauvrichesse

Comme les animaux de la ferme d'Orwell, certains sont plus égaux que d'autres face à la crise...

(*yj*) La grande difficulté de la prévision conjoncturelle, ce n'est pas de prophétiser le retournement, mais de prédire le moment où il se produira. Cela tient du pari impossible, et tout l'art des instituts spécialisés ne leur épargne pas l'erreur: voir le CREA (cf. page 2, «Questions aux prévisionnistes»), contraint de réviser le calendrier de l'embellie conjoncturelle, dont il vient de prévoir la survenance dans le courant de l'été — avec plus de vraisemblance que l'année dernière semble-t-il. Les agents économiques, dotés de leur seule intuition, ne font-ils finalement pas mieux que les modèles de simulation les plus sophistiqués ?

Réputés bien informés, les chefs d'entreprises ont eux aussi, malgré leur position d'insiders, la propension à prolonger purement et simplement les tendances observées; au début de cette année, alors que plusieurs signes, à commencer par la baisse des taux d'intérêts, auraient dû les inciter à l'optimisme, seuls quelques patrons parmi les 2500 interrogés par l'UBS osaient s'attendre à un retournement de la conjoncture.

Consommateurs intuitifs

Quant aux consommateurs, ils se montrent à peine plus perspicaces, mais plus nuancés. Toujours en janvier dernier, selon l'enquête trimestrielle auprès d'environ 1100 ménages, qui permet d'évaluer le «climat de consommation» dans notre pays, les personnes interrogées appréciaient assez bien la situation: d'une part, elles prévoyaient une insécurité persistante des places de travail et voulaient donc encore accroître leur effort d'épargne; d'autre part elles se déclaraient moins réticentes à l'idée d'effectuer prochainement des achats importants (mobilier, gros appareils électroménagers, récepteur TV, etc), exprimant ainsi leur confiance, en leur avenir personnel tout au moins.

Nettement plus marquée dans le dernier indice du climat de consommation, l'attitude apparemment contradictoire des consommateurs reflète sans doute une réalité de plus en plus double: la crise est bien là, mais pas pour tout le monde. La pauvreté, qu'on ne dit déjà plus nouvelle, se développe en même temps que certaines affaires de luxe et le tourisme longue distance. Les uns se trouvent marginalisés par manque de ressources, les autres surconsomment et voyagent comme avant. La société à deux vitesses, que personne ne veut, s'instaure, inéluctable, à la faveur de la crise.

Dans les années septante, on avait inventé le terme de stagflation pour désigner la combinaison diabolique de la stagnation des activités économiques et de l'inflation des prix. Aujourd'hui, nous nous trouvons en situation de sous-emploi étendu, de récession caractérisée et donc de renchérissement ralenti — ce dernier induisant en principe une augmentation des achats, en particulier chez ceux qui n'ont jamais perdu le pouvoir d'en faire. Ceux qui, à l'instar des Américains, adorent former des mots-valises par simple coupe syllabique, vont bientôt nous fabriquer un mot pour cela: la «récesscroissance» ou la «pauvrichesse» par exemple, néologismes euphémiques pour désigner la triste réalité de la société à deux vitesses. ■

France 4, le rapport gain/population sera supérieur pour la Suisse (1/6) à celui de la France (4/55). Toutes les économies ne sont pas malades simultanément, preuve en soit que malgré la morosité de l'Europe, du Japon et des Etats-Unis (ce qui fait beaucoup), le commerce mondial a crû de 3,8% en 1992. Il y a donc possibilité d'accrocher son wagon aux trains qui roulent.

Ce préjugé favorable à la Suisse pose les questions suivantes:

– L'adaptabilité de l'économie suisse (services et exportations) à la diversité mondiale est-elle une réputation toujours méritée ?

– A cette universalité de nos relations s'oppose l'affirmation de notre étroite dépendance de l'économie allemande. Quelles sont donc les proportions de la rigidité et de la souplesse ?

– L'extension du commerce mondial est-elle compatible avec les chasses gardées, protégées de l'économie indigène ?

Rebondir

Une crise est perçue, généralement, comme un moment pénible, mais qui passe: après la courbe descendante du graphique, le redressement. Les économistes maîtrisent bien l'analyse des secousses de la reprise, semblables à celles d'un embrayage. Par exemple la reprise des investissements précède d'une année presque la régression du chômage; la baisse du loyer de l'argent et son effet stimulant sur le marché intérieur peuvent être contredits par des prélèvements fiscaux supplémentaires qui restreignent les revenus disponibles.

En revanche les effets d'une crise durable, s'étalant sur trois ans ou plus, sont difficiles à décrire. En effet, si la crise est courte (1975-1976, 1981-1982), plusieurs mesures conservatoires sont efficaces. Les entreprises et certains particuliers peuvent tenir en puisant dans leurs réserves, en jouant sur la part d'élasticité de leurs dépenses. Les banques peuvent prolonger leurs crédits, dans l'idée que la reprise, imminente, permettra à nouveau le respect des échéances.

Le recours au chômage technique repose sur la même philosophie. Il faut tenir le temps d'essuyer la tempête. Les pertes ne sont dans ce cas de figure que celles des excès spéculatifs, des placements aventureux, des développements non consolidés.

La crise brève serait un assainissement, une correction de cours. Mais au-delà de deux ans se développent des modifications structurelles: les réserves peuvent être épuisées, la patience des créanciers ne repose plus sur l'espoir d'un retournement.

La question: à partir de quelle durée, une crise cesse-t-elle d'être un changement de rythme de la croissance, une pause ou un correctif ? Quand apparaissent des lésions plus profondes, voire des séquelles permanentes ? ■